CHAMBRE DE COMMERCE
FRANCO-ARABE

Newsletter
Franco-Arabe

LA LETTRE MENSUELLE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE - DÉCEMBRE 2016 - N° 118

Bonne année 2017 !

Pour cette nouvelle année, qui s'annonce riche en défis, nous vous adressons à vous tous, chers amis et adhérents à la Chambre de commerce Franco-Arabe, l'expression de nos voeux les plus sincères.

Que cette nouvelle année soit, pour vous tous, radieuse, riche en performances, et vous apporte le bonheur, la santé, et couronne par le succès tous vos projets.

Enfin que cette nouvelle année soit une année fondatrice d'un nouvel élan vers la paix, le progrès et la prospérité.

Faut-il le rappeler ici que sur le plan de la Paix et de la sécurité dans le monde, les tensions géopolitiques n'ont jamais été aussi fortes.

Des tensions qui ont bien sûr exporté leurs effets néfastes jusqu'à dans nos sociétés, que l'on croyait jadis protégées, marquant par leur barbarie la plus sauvage ce qui nous est le plus cher ; la vie, la démocratie, reculant un instant tous les efforts d'aller de l'avant.

Et puis, sur le plan économique, la croissance mondiale a stagné en 2016 puisque la progression annoncée du PIB dans le monde ne devrait guère dépasser les 3% et le commerce mondial a perdu de sa superbe évoluant dans la même fourchette alors qu'il y a encore peu de temps il galoppait à deux chiffres l'an.

Dans les pays avancés cette croissance ne devrait guère dépasser 1,6%, c'est notamment le cas pour les Etats Unis, un peu plus pour les pays de la zone euro avec 1,7%, et presque un surplace pour le Japon avec 0,5%. Même dans la deuxième économie du

SOMMAIRE

- *Bonne Année* p 1-2
- *Perspectives de croissance dans la zone MENA* p 3
- *Petit déjeuner débat : L'industrie du luxe français* p 4-7
- *Coopération franco-arabe* p 8-9
- *Pétrole & Energie* p 10-11
- *Foires & Salons* p 12-13
- *Monde Arabe* p 14-16

Publication destinée aux membres de la CCFA - Diffusion gratuite - Non destinée à la vente.

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

monde, la Chine, qui nous avait souvent surpris par une croissance insolente, la progression ne dépassera guère 6%.

D'où les appels insistants des institutions internationales et des organisations mondiales les plus expertes pour adopter en urgence une stratégie globale, cohérente, et coordonnée afin de relancer la croissance, redonner au commerce international ses couleurs d'autrefois et surtout pour mettre en place partout dans le monde un système de distribution plus juste et équitable des fruits de la richesse créée.

Enfin, il y a bien sûr la baisse des prix des matières premières, surtout des hydrocarbures, qui a privé l'année dernière les pays exportateurs d'un manque à gagner de plusieurs centaines de milliards de dollars, mettant à mal leurs stratégies de développement, retardant leurs plans de réformes, d'aides, et d'actions, relevant ainsi d'un cran la pression sur leurs institutions.

Alors, pour toutes ces raisons et pour beaucoup d'autres d'ailleurs, l'on croise les doigts et l'on espère que l'année 2017 sera celle du renouveau qui ouvrira le chemin vers un monde meilleur.

Quant à nous, à la Chambre de commerce Franco-Arabe, nous vous promettons pour cette nouvelle année de rester fidèles à notre mission, comme nous l'avons été d'ailleurs depuis plus de 45 ans maintenant, d'être toujours auprès de vous pour accompagner tous vos projets. Prêts à nous investir de façon plus entrepreneuriale pour aider à la construction de partenariats bilatéraux fructueux entre la France et les pays arabes, et de rester enfin un espace de dialogue ouvert à toutes les cultures et le lieu privilégié où toutes les idées créatives se forment et se forgent pour nouer et développer les affaires.

La flamme de notre mission à la Chambre de commerce Franco-Arabe a toujours été animée par deux ferments ; la passion et la raison, deux ferments que nous cherchons constamment à enrichir, consolider et animer en surmontant parfois les difficultés, les préjugés et les clichés, pour asseoir la relation entre la France et le Monde arabe sur des bases solides, saines et sereines dont les fondements les plus marquants sont le respect mutuel et la recherche des intérêts réciproques.

Alors, nous vous invitons vivement à nous rejoindre, à participer à toutes nos activités, et à animer avec nous tous les évènements que nous organisons, car nous croyons qu'ensemble nous avons beaucoup de projets à construire, et qu'ensemble nous pouvons tous les réussir.

Vincent Reina & Dr. Saleh Al-Tayar
Respectivement
Président et Secrétaire général
de la CCFA

Cycle de formation pour les expatriés et le personnel en charge des relations avec le monde arabe :

Le pari réussi de la formation

C'était une première à la Chambre de Commerce Franco-Arabe mais une première réussie !

En effet, forte de son expertise et de sa nature même d'institution mixte et paritaire, il était au fond assez naturel que la CCFA propose désormais des cycles de formation à l'attention des cadres d'entreprises souhaitant approfondir leurs connaissances du monde arabe et de ses particularismes.

Nombre de PME françaises s'intéressent effectivement au grand marché d'affaires constitué par les pays membres de la Ligue des États arabes, du Maghreb au Machrek en passant par les Pays du Golfe: pour autant, préparer des cadres à l'expatriation ne s'improvise pas : une formation s'impose.

C'était tout l'objet des trois jours pleins d'une session animée par Madame Caroline Chaar-Nicolau, experte reconnue de la CCFA, qui a su avec brio et enthousiasme faire partager à ses stagiaires sa parfaite connaissance du monde arabe.

Les dirigeants de la CCFA comptent bien tirer le meilleur parti de cette expérience concluante et amplifier une action forte dans ce domaine dans le courant de l'année 2017.

Pour plus d'informations contactez Mme Fahed au 01 45 53 20 12 email : fahed@ccfranco-arabe.org

PERSPECTIVES DE CROISSANCE DANS LA ZONE MENA

3,1% en 2016 & 3,4 % en 2017

La croissance économique mondiale affichera une progression modérée en 2016 s'établissant à 3,1%, en raison, notamment du ralentissement de l'activité dans la première économie du monde, du vote en faveur du Bréxit, et du rééquilibrage de la politique économique en Chine, peut-on lire dans le dernier rapport du Fonds monétaire international sur les Perspectives de l'économie mondiale.

En 2017, la croissance pourrait rebondir à 3,4 %. Pour les pays de la région MENA, le FMI prévoit une croissance de 3,4% en 2016, une croissance qui ne devratit guère progresser en 2017 en raison de la chute des prix du pétrole et des conflits qui sévissent dans la région.

Dans les pays exportateurs de pétrole du Conseil de coopération du Golfe (CCG), le FMI prévoit une croissance de 3,3% en 2016 et 2,9% en 2017 avec une progression du secteur pétrolier de 7,7% en 2016 et 7,6% en 2017. Hors pétrole la croissance dans ces pays devrait afficher 1,8 % en 2016 et 3,1 % en 2017, soit bien en deçà des 7% de moyenne observés entre 2000 et 2014. Dans les pays en dehors du CCG, la croissance non pétrolière devrait être quasiment nulle en 2016 en raison des conflits. C'est notamment le cas en Irak, en Libye, et au Yémen. Quand à l'Algérie le FMI table sur une croissance de 3,6% en 2016 et 2,9% en 2017.

Par ailleurs, le rapport du FMI constate qu'en 2016, les recettes budgétaires provenant du secteur des hydrocarbures ont diminué de 400 milliards de dollars par rapport à 2014 et les déficits budgétaires cumulés sur la période 2016–21 devraient s'élever à environ 765 milliards de dollars, dès lors le FMI indique que malgré l'adoption de mesures d'assainissement, les déficits budgétaires projetés dans les pays exportateurs de pétrole resteront importants tant à court qu'à moyen terme. Tous ces pays devraient enregistrer des déficits budgétaires en 2016, seuls les Émirats arabes unis, l'Irak et le Koweït afficheront un excédent d'ici 2021.

Dans les pays importateurs de pétrole de la région, les retombées du ralentissement de la croissance du CCG et les conséquences des conflits armés pénalisent la croissance. Ces pays devraient afficher une croissance de 3,6 % en 2016 et de 4,2 % en 2017. À moyen terme, la croissance sera trop faible pour permettre une amélioration sensible des niveaux de vie ou pour juguler un chômage élevé, de plus de 10 % dans l'ensemble de la population et 25 % chez les jeunes.

Pour le FMI, le principal défi pour les pays exportateurs de pétrole de la région « consiste à trouver d'autres sources de revenu et de croissance pour maintenir le niveau de prospérité que beaucoup de ces pays ont connu jusqu'à présent», alors que pour les pays importateurs leur défi principal consistera à favoriser la création d'emplois grâce à un secteur privé plus dynamique».

Par ailleurs, le FMI souligne les réels progrès que de nombreux pays ont accomplis ces derniers temps dans le sens de l'adaptation à cette nouvelle conjoncture économique, en agissant notamment sur le plan des dépenses et des nouvelles sources de recettes.

Les exportateurs comme les importateurs de pétrole ont par exemple engagé une rationalisation de leurs dépenses publiques et ont réduit leurs coûteux programmes de subventions aux prix de l'essence, de l'électricité, du gaz et de l'eau, qui tendaient à profiter surtout aux riches. «Il convient de saluer ces initiatives qui illustrent la détermination de ces pays à s'adapter à une difficile conjoncture économique» a notamment indiqué le Directeur du Département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI et d'ajouter « «Ces transformations économiques sont de nature à apporter une croissance résiliente et inclusive pour les générations à venir», a-t-il conclu.

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

Petit-déjeuner-débat à la CCFA

« L'INDUSTRIE DU LUXE FRANCAIS, OUTIL DE LA DIPLOMATIE ECONOMIQUE DANS LE MONDE ARABE »

Incarnation de valeurs immatérielles, expression d'une personnalité, et signe d'appartenance sociale… Le luxe est une « culture ». Une culture qui fascine et marque par ses empreintes les plus folles les rêves les plus doux…

Dès lors, l'on comprend pourquoi cette « industrie de rêve » ne cesse de progresser, affichant année après année des croissances insolites, malgré la crise, le ralentissement économique, et le recul du commerce international.

Selon Bain & Company, le marché mondial du luxe qui comprend la mode, la maroquinerie, les parfums et les cosmétiques, l'horlogerie et la joaillerie, l'art de la table, le cristal, la faïence et la porcelaine, la gastronomie et l'hôtellerie, les vins et les Spiritueux, l'automobile… s'élèvait en 2015 à 1 000 milliards d'euros, soit une progression de 5% par rapport à 2014.

Sur ce marché gigantesque, les produits personnels de luxe, pesaient eux pour 253 milliards d'euros, un chiffre qui devrait progresser à 285 milliards d'euros à l'horizon 2020, malgré la fausse note attendue cette année avec le recul prévu de 1%, à taux courant, du volume des affaires.

En 2015, les Etats-Unis étaient le premier marché mondial du luxe, quatre fois plus important que le Japon qui occupe la deuxième place. Viennent ensuite la Chine, l'Italie, la France, la Grande-Bretagne… et en 10ème position le Moyen-Orient.

L'industrie du luxe en France pèse pour près d'un quart du marché mondial, représente plusieurs centaines de milliers d'emplois directs et indirects, et compte autant que le secteur de l'aéronautique dans les exportations françaises. En 2015, les 81 maisons de luxe membres du Comité Colbert annonçaient à elles seules un chiffre d'affaires cumulé de 42 milliards d'euros, avec un taux d'export moyen de 86 %.

Le marché français de parfum, de maquillage et de produits de soin représentait l'année dernière 3 milliards d'euros, et presque autant pour la maroquinerie, alors que le marché de l'horlogerie et la bijouterie qui a progressé de 3% affichait des ventes avoisinant les 6 milliards d'euros.

Au Moyen-Orient, les dépenses dans la joaillerie, le parfum, les produits de soin, et la maroquinerie ont atteint 7.6 milliards de dollars en 2015. Et les acteurs de ce secteur parient sur les femmes, qui travaillent de plus en plus, la jeunesse de la population, l'émergence d'une classe moyenne, et le nombre de personnes fortunées qui continue à grimper pour booster ce marché qui représente 4 % du marché mondial.

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

Dans le cadre de son cycle petit-déjeuner-débat, la Chambre de commerce Franco-Arabe a invité le 8 novembre dernier, à la Maison des Polytechniciens à Paris, M. Marc-Antoine JAMET, Secrétaire général du Groupe LVMH, pour lever le voile sur ce fleuron de l'industrie française, présenter son groupe, premier acteur mondial de cette industrie, et enfin pour dessiner les perspectives des marchés au Proche et Moyen-Orient, et nous parler de l'engouement pour les produits du savoir-être à la française sur ces marchés très prometteurs.

Animée par M. Vincent Reina, Président de la CCFA, cette matinée de travail a rassemblé de nombreux chefs d'entreprise très intéressés par ce secteur et qui souhaitent développer leurs parts de marché et découvrir de nouveaux relais de croissance.

Aux Emirats arabes unis, le budget mensuel de la femme émirienne pour les produits de beauté est estimé à 900 dollars, avec 600 dollars pour les produits cosmétiques et 300 dollars pour les parfums. Enfin au Liban, le marché du parfum, des produits du soin et du maquillage était estimé à 65 M millions de dollars en 2015. Le parfum représente, à lui seul, 70% des ventes, le soin 16% et le maquillage 14%. Et ce ne sont que quelques exemples.

Ouvrant le débat, le président de la Chambre de commerce Franco-Arabe, Vincent Reina, a remercié tous les participants à cette réunion, avant de présenter M. Marc-Antoine Jamet, invité et intervenant à ce petit-déjeuner-débat sur « l'industrie française du luxe».

Il a rappelé le poids de ce secteur industriel dynamique dans l'économie française, avec ses 270 marques et 130 entreprises d'exception, sa part positive dans le solde de la balance commerciale, et enfin son rôle dans le rayonnement du savoir-faire et du savoir-être à la française dans le monde.

« Un sujet aussi important que l'industrie française du luxe ne pouvait être abordé que par une maison prestigieuse comme LVMH » a notamment dit M. Reina, et surtout par son « secrétaire général qui occupe plusieurs fonctions et préside à la destinée d'un nombre important d'organismes et d'associations tels que la fédération française d'industrie de parfumerie, le pôle de compétitivité cosmétique Cosmetic Valley le Jardin d'acclimatation, l'association européenne en charge de la lutte contre la contrefaçon », ainsi que tant d'autres fonctions et non des moindres qu'il occupe encore ou qu'il a occupées et notamment « directeur de cabinet du président de l'Assemblée nationale, conseiller spécial au ministère de l'Economie, des Finances, et de l'Industrie, ou comme maire depuis 2001 de Val de Reuil…». « C'est l'homme qui pouvait le mieux nous accompagner dans ce petit-déjeuner-débat pour échanger avec nous sur l'industrie française du luxe », a ainsi souligné le président du CCFA avant de passer la parole à M. Jamet.

Prenant la parole, M. Jamet a rappelé la dimension historique du luxe français, « une tradition créée par Louix XIV, comme un produit de puissance », et qui se poursuit aujourd'hui dans le rôle d'ambassadeur de l'excellence du savoir-faire et du savoir-être à la française au service du Made in France pour le rayonnement de l'Hexagone ». Mais au cœur de cette tradition qui se perpétue, il y a des noms, a indiqué M. Jamet, des grands noms qui se bonifient au fil du temps et s'imposent comme symbole du raffinement et d'un art de vivre raffiné, généreux, et exigeant : Clos-des-Lambrays (1365), porcelaine de Sèvres (1738), Chaumet (1780), Guerlain (1838), Hermès (1837), Louis Vuitton (1854), Christian Dior (1947)…, des noms de grandes Maisons rassemblés aujourd'hui au sein de grands groupes comme LVMH, Kering, Hermès, Chanel, qui se sont choisis pour mission de préserver et de perfectionner un savoir-faire avec l'ambition d'offrir toujours des produits d'exception.

Cet ancrage historique du luxe on le retrouve aussi dans les pays arabes, a-t-il indiqué, « à travers la magnificence des palais, les parfums et les épices charroyés par les caravanes dans le désert d'Arabie, ou dans la perfection de l'artisanat », etc…

Abordant l'industrie française du luxe, M. Jamet a souligné son leadership mondial, puisque la France est aujourd'hui la reine incontestée du luxe. Une industrie qui compte autant que le secteur de l'aéronautique dans

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

les exportations françaises. Une industrie qui occupe une place de premier rang dans le rayonnement de la France et de son industrie dans le monde, contribuant à travers ses grandes marques, sous-traitants, artisans, et ses branches annexes, à la création ou au maintien de plusieurs centaines de milliers d'employés.

A titre d'exemple, le secteur des « parfums et cosmétique » génère 25 milliards d'euros de chiffre d'affaires, réalise 8 milliards d'euros d'excédent commercial et représente en France 150.000 emplois directs et indirects.

A lui seul le premier pôle cosmétique français, Cosmetic Valley, fédère 850 entreprises embrassant tous les métiers ; ingrédients, formulation, conditionnement, contrôle et tests, PLV, injection plastique, packaging, logistique…, et « plus d'un produit cosmétique sur 10 vendu dans le monde est produit par l'industrie française» a ainsi indiqué M. Jamet.

En Arabie saoudite, où la femme saoudienne dépense en moyenne 3735 dollars par an en produits de bien-être et de beauté, les ventes des produits de soins de la peau auraient atteint 502,9 millions de dollars en 2015. Avec une part importante de 12% pour les parfums.

Cette force de frappe industrielle entraîne un « spill-over », un effet d'entraînement, pour les autres secteurs de l'économie comme la restauration, la gastronomie, l'hôtellerie, l'immobilier, l'architecture, ou les moyens de transport, a-t-il notamment dit, donnant à titre d'exemple le métro de Dubaï construit par un autre fleuron de l'industrie françaises Alstom et qui se veut un « tramway de luxe pour une ville de luxe ».

Abordant plus particulièrement le groupe LVMH, M. Jamet a indiqué qu'il était le numéro un du luxe dans le monde puisqu'il regroupe « l'ensemble de ses pricipaux secteurs ». LVMH a-t-il dit, c'est 70 maisons avec 125.0000 collaborateurs directs ou indirects dans 70 pays et un chiffre d'affaire de 35,6 milliards d'euros. Pour le groupe l'année 2015 a été une année de « bon crue » et cela malgré un environnement économique mondial contrasté.

En Europe le groupe a vu son chiffre d'affaires progresser de (+10 %), aux Etats-Unis de (+9 %) et au Japon (+13 %). Au total, les ventes du groupe ont progressé de 16%, son chiffre d'affaires de +4%, et son Résultat opérationnel courant de +16 %.

Par secteurs d'activité, les « vins et spiritueux » représentent 13% des activités de LVMH, la « mode et la maroquinerie » 35%, les « parfums et le cosmétique » 13%, les « montres et la joallerie » 9%, la distribution sélective et les autres activités 30%. Concernant la distribution de ses ventes par région, l'Asie hors Japon arrive en tête du peloton avec 27% des ventes, suivie par les Etats-unis 26%, l'Europe hors France 18%, la France 10%, le Japon 7% et autres dont les pays du Golfe 12%.

Abordant les marchés du luxe dans les pays arabes, M. Jamet a d'emblée divisé cette région en deux zones : les pays du Golfe d'une part, le Maghreb et le Machrek de l'autre.

Concernant les pays du Golfe, il a estimé que ce marché était un relais de croissance pour l'industrie du luxe mondial . Il a souligné que 90 % des Maisons du « Comité Colbert » sont implantées dans cette zone et pour certaines depuis des décennies. En 20 ans, la croissance du marché du luxe dans cette zone a doublé, a-t-il souligné, indiquant que les marchés des Émirats Arabes Unis, de l'Arabie Saoudite et du Koweït y sont les plus dynamiques avec

Dans les pays du Golfe les dépenses mensuelles de la femme en produits de beauté, parfums et huiles orientales seraient de 700 dollars en moyenne, et de 500 dollars pour les parfums occidentaux, le maquillage, et les produits de soin de la peau.

Cet engouement, cette frénésie pour des dépenses pour les produits de beauté et des parfums on la retrouve aussi dans les pays du Maghreb où ce marché se développe à grande vitesse et progresse en moyenne annuelle de 12% à 15% et représente 2% des revenus des ménages.

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

une clientèle à la fois internationale et locale.

Concernant le Maghreb et le Machrek, M. Jamet a estimé que le potentiel d'un bassin de population de plus de 160 millions d'habitants était très prometteur, regrettant au passage la présence commerciale peu développée des grandes maisons de luxe dans cette zone.

Toutefois il a fait remarquer l'emergence de marchés potentiels dans cette zone, notamment au Maroc où les deux villes de Casablanca et de Marrakech se distinguent comme destinations privilégiées du gotha international, de l'Egypte et de l'Algérie où le démarrage est encourageant et le potentiel réel est important.

Enfin, les ventes dans la région représentent entre 5 et 8% du CA total des groupes de luxe, essentiellement dans les secteurs « joaillerie & horlogerie », «parfums & cosmétiques », et « mode & maroquinerie ».

Abordant plus particulièrement le marché du luxe dans les pays du Golfe, M. Jamet a estimé qu'il était marqué par certaines incertitudes liées à la situation économique et politique et notamment à la baisse des prix du pétrole mais qu'il était aussi très prometteur du fait de l'émergence d'une classe moyenne, d'un niveau élevé de vie, d'une forte présence d'expatriés, et du goût certain pour le luxe qui caractérise tous les citoyens de cette région.

Quand à la présence de LVMH sur ce marché, où les règles de propriété imposent la plupart du temps de passer par un partenaire local, ou par la mise en place de franchises, M. Jamet a indiqué que le groupe était bien ancré dans cette région depuis plus de 30 ans à travers les grandes Maison du Groupe comme Givenchy, Fendi, MUFE, Benefit, Loewe, Aqua di Parma… mais que les deux poids lourds du groupe sont Louis Vuitton et les parfums Christian Dior. Les Emirats arabes unis se démarquent par le plus fort ancrage du groupe dans la zone, suivis par l'Arabie saoudite, puis le Koweit, le Qatar , le Bahreïn. Par ailleurs, les enseignes du groupe sont présentes au Liban, en Jordanie et au Maroc.

Enfin quand aux défis que doivent relever les grandes marques sur le marché du Moyen-Orient, M. Jamet a relevé outre le souhait des Maisons de disposer de leurs « magasins en propre », pour maîtriser la distribution et mieux répondre aux attentes des clients, la nécessité constante de s'adapter à ce marché en forte augmentation de la clientèle « locale », à l'évolution du profil des touristes, à la mode de distribution des produits, et enfin à la nécessité d'être constamment Compétitifs et matures.

Selon Kantar Worldpanel1, les femmes françaises ont dépensé en moyenne l'année passée pour 160 € de produits de beauté. Ces 160 € consacrés au parfum, maquillage, soin et coloration se répartissent entre 16,5 produits et 10 achats effectués en moyenne par an. Ils représentent aussi un niveau de dépenses importantes en regard des 78 € déboursés en moyenne en 2014 pour leurs produits d'hygiène.

Quelle que soit la classe d'acheteuses, les dépenses de produits de beauté sont bien en deçà de ce que les femmes consacrent à la mode. 347 € pour les « petites » acheteuses de cette catégorie, 468 € pour les « moyennes » acheteuses et 808 € pour les « grosses » acheteuses.

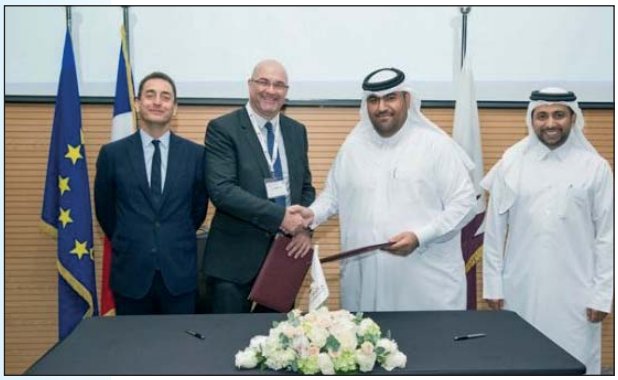
D'après l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (OHMI), la contrefaçon dans le secteur des produits de beauté et des soins personnels coûte, à l'échelle européenne, 4,7 milliards d'euros. Cette somme représente 7,8% du total des ventes dans le secteur.

L'organisme estime que la contrefaçon implique la perte de 50 000 emplois puisque les marques fabriquent moins de produits que le marché le demande. Avec cette approche, le coût de la contrefaçon grimpe à 9,5 milliards d'euros, pour 80 000 emplois perdus. Quant aux recettes publiques, le manque à gagner en termes d'impôt sur le revenu, de contributions sociales et de TVA atteint 1,7 milliards d'euros.

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

COOPERATION

Renforcer la présence industrielle et universitaire de la France au Qatar



Renforcer la participation industrielle et universitaire de la France à l'économie du savoir du Qatar était l'objet de l'« Academy-Industry Forum » qui s'est tenu pendant deux jours à Doha au début du mois de décembre dernier. Cette rencontre qui a rassemblé les fleurons des académies françaises et du savoir faire industriel de l'Hexagone notamment : Polytechnique, l'Université de Lorraine, l'École des Ponts ParisTech (ENPC), l'École Nationale Supérieure des Ingénieurs en Arts Chimiques et Technologiques (ENSIACET), l'Université de Pau & Adour, École Nationale Supérieure d'Arts et Métiers (ENSAM), et côté entreprises, la SNCF/KEOLIS et TOTAL était organisée sous les auspices de la Qatar Foundation, de Qatar University et de l'Ambassade de France. A cette occasion, l'Ambassadeur de France au Qatar, S.E. Eric Chevallier a donné les orientations devant guider les activités de ce forum associant le milieu de la recherche universitaire et l'industrie dans les secteurs clés que sont l'énergie et l'environnement. Il a notamment indiqué « Je suis fermement convaincu que les universités et les instituts d'enseignement supérieur doivent être au coeur des politiques d'innovation et doivent être impliqués dans le secteur de l'industrie afin d'enrichir le potentiel d'innovation et améliorer les environnements éducatif et d'apprentissage ». L'initiative Qatar France Academy-Industry Forum se donne pour objectif de renforcer la participation industrielle et universitaire de la France à l'économie du savoir du Qatar et au renforcement de ses capacités.

FOCUS

QATAR AIRWAYS : DES A321 PLUTÔT QUE DES A320

Qatar Airways discute avec Airbus afin de remplacer une commande de quelque 80 A320neo par des A321neo, a déclaré lundi le directeur général de la compagnie aérienne. Cette dernière veut en outre repousser les livraisons pour qu'elles débutent en 2018, a dit à Reuters Akbar al Baker, en marge d'une conférence de presse à Doha. Qatar Airways a annulé la livraison d'au moins trois A320neo cette année en raison, selon elle, de problèmes de performance.

France-Liban : pour des partenariats gagnants en Afrique

Plus de deux cents hommes d'affaires libanais et presque autant d'entrepreneurs français se sont retrouvés dans les locaux de l'hôtel Potocki où siège la Chambre de commerce et d'industrie de Paris-Île-deFrance au début du mois de Novembre dernier à l'occasion des premières « Rencontres France-Liban : pour des partenariats gagnants en Afrique ». Une rencontre, la première dans son genre, qui a permis aux participants d'échanger sur le potentiel de croissance en Afrique, le financement des activités sur le continent ou encore sur l'implantation de la diaspora libanaise, sur ses atouts et ses réseaux. « Nous avons des choses à apporter comme notre savoir faire et notre expérience du terrain a indiqué Fady Gemayel, président de l'Association des industriels libanais, tandis que les Français peuvent nous faire bénéficier de leur expertise dans le domaine technologique ou de la grande industrie»

Le marché arabe booste l'industrie agroalimentaire française

Si l'Europe est la 1ère destination des ingrédients alimentaires français, il n'en demeure pas moins que le marché arabe représente un potentiel important pour les industriels français dans ce domaine. Il en est ainsi du marché algérien 10e importateur mondial d'ingrédients français, ainsi que des pays du Moyen-Orient où la croissance des exportations est soutenue dans la quasi-totalité des pays. L'Arabie saoudite (+71% entre 2010 et 2015), l'Egypte (+53%) et les Emirats arabes Unis (114%) en tête. A titre d'exemple, en 2015, l'export français des ingrédients et Produits Alimentaires Intermédiaires vers les Emirats Arabes Unis se chiffrait à 91,7 millions d'euros ! (+16% de taux de croissance annuel moyen depuis 2010), principalement porté par les préparations alimentaires, puis les ingrédients laitiers et les ingrédients BVP.

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

François Hollande, aux Émirats arabes unis

Le Président français, François Hollande, a entamé le 2 décembre une visite oficielle aux Émirats arabes unis durant laquelle il a visité la base navale française « Camp de la paix», le pavillon français du World Future Energy Summit, avant de rencontrer le Cheikh Khalifa bin Zayed Al Nahyan, Président de la fédération des Emirats Arabes Unis, Emir d'Abou Dabi, et participé à un déjeuner officiel,organisé en son honneur par Cheikh Mohamed bin Zayed Al Nahyan, Prince héritier et Vice commandant suprême des forces armées. Lors de son séjour, le Président français a participé aussi à la rencontre pour le dialogue stratégique d'affaires franco-émirien, et assisté à une cérémonie officielle marquant le 45e anniversaire de la Fédération des émirats et enfin il a assisté à la clôture de la Conférence internationale sur la protection du patrimoine culturel en péril, une initiative commune de la France et des émirats prise après les destructions des Bouddahs de Bamyan en Afghanistan, de la Cité antique de Palmyre en Syrie ou des mausolées de Tombouctou au Mali

FOCUS

KOWEÏT RENAULT TRUCKS EQUIPE L'ARMEE

Le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian a annoncé la prochaine commande par le Koweït de 300 véhicules lourds fabriqués par Renault Trucks Defense pour 270 millions d'euros. « Lors de mon déplacement au Koweït en août, j'avais pu évoquer avec mon homologue le contrat pour la livraison de 300 véhicules Sherpa pour un montant de 270 million d'euros (...) Cela m'a été confirmé par le ministre», a indiqué M. Le Drian.

L'AFD soutient le développement de l'éolien en Jordanie

L'Agence Française de Développement (AFD) a accordé un prêt de 50 millions de dollars à la société jordanienne GreenWatts Renewable Energy LLC pour la construction d'un parc éolien dans le sud de la Jordanie. Ce projet permettra de développer les énergies renouvelables dans un pays très dépendant des importations d'hydrocarbures. Cette ferme de 41 éoliennes sera construite sur un plateau situé à 1 600 m d'altitude et à environ 200 kms au sud de Amman, dans la région de Ma'an. Avec une capacité de 86 mégawatts, le parc produira plus de 262 GWh d'électricité permettant de couvrir la consommation de 60 000 foyers par an. L'électricité produite sera vendue à la société nationale d'électricité (NEPCO) à un tarif inférieur aux autres énergies. Le coût total du projet s'élève à 185 millions USD, financés à 75 % par des prêts d'une maturité de 18 ans : 50 millions USD accordés par l'AFD et Proparco, 19 millions USD par la DEG (l'institution financière de développement allemande) au travers d'un prêt syndiqué par Proparco et 69 millions USD par la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement). « Notre objectif est d'accompagner la Jordanie vers plus d'énergies renouvelables et provenant de ressources locales. Ce projet permettra d'accroître d'environ 40 % la capacité éolienne du pays, de limiter sa dépendance aux énergies fossiles et de réduire les coûts », explique Gregor Quiniou, responsable adjoint du département Energie et Infrastructures chez Proparco. La Jordanie fait face à deux contraintes croissantes : la hausse constante de la consommation d'électricité (5 % par an) et une forte dépendance aux importations d'énergies (97 % de son énergie en 2014). Pour répondre à ces enjeux, le gouvernement jordanien a lancé une stratégie de diversification incluant une montée en charge des énergies renouvelables (objectif de 10 % d'ici 2020) et une part croissante accordée aux ressources nationales (objectif de 30 % d'ici 2020). Depuis dix ans, l'AFD et Proparco soutiennent activement les projets dédiés aux énergies et à l'environnement : en 2014, Proparco avait notamment accordé un prêt de 50 millions USD pour la construction de trois des premières centrales photovoltaïques de Jordanie, dans la région de Ma'an.

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

You can run an ad in this Neswletter or on the Chamber's website :
Contact us at Tél : 01 45 53 20 12
e-mail: info@ccfranco-arabe.org

PETROLE & ENERGIE

Pétrole : 11 producteurs non Opep baissent leur production

Onze pays producteurs de pétrole non membres de l'Opep ont donné leur accord pour diminuer leur production de 558.000 barils par jour, s'associant ainsi au pacte de limitation conclu entre membres de l'Opep, en vue d'une remontée des prix, a annoncé l'Opep. La Russie, le plus important de ces contributeurs, avait déjà annoncé qu'elle baisserait son offre de 300.000 barils par jour. Les autres pays à participer à l'effort seront le Mexique, le Kazakhstan, la Malaisie, Oman, l'Azerbaïdjan, Bahreïn, la Guinée équatoriale, le Sud Soudan, le Soudan et Brunei, a indiqué M. Al-Sada, président de l'Opep et ministre qatari de l'Energie. L'accord sur 558.000 barils est un peu en retrait de l'objectif de 600.000 barils qu'avait annoncé l'Opep lors de sa dernière réunion du 30 novembre M. Al-Sada a précisé que le cartel allait continuer à travailler en vue de convaincre d'autres producteurs extérieurs à l'organisation de contribuer à ce pacte. Cette annonce était attendue par les analystes pour asseoir la crédibilité de l'organisation et de son engagement à limiter la production, afin que les cours, qui ont retrouvé des couleurs, ne retombent pas trop vite. Après avoir inondé le marché d'or noir et provoqué une dégringolade spectaculaire des prix depuis 2014, les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) étaient parvenus le 30 novembre à s'entendre sur une baisse de leur propre production de 1,2 million de barils par jour, dans le but de mettre fin à la volatilité des cours.

FOCUS

RIYAD VA RÉDUIRE SES LIVRAISONS DE PETROLE AUX ÉTATS-UNIS ET EN EUROPE

L'Arabie saoudite a averti ses clients d'une diminution de ses livraisons, conformément à l'accord de réduction de production décidée par l'Opep. La réduction de livraison aux raffineries asiatiques seraient moins importantes que pour l'Europe, les États-Unis et les grandes compagnies pétrolières.

Total & Suez : un partenariat dans la bioraffinerie

Total et Suez ont annoncé la signature d'un partenariat de 10 ans pour augmenter de plus de 20% les volumes d'huiles alimentaires usagées collectées pour alimenter la bioraffinerie de La Mède (Bouches-du-Rhône). Total s'était notamment engagé en 2015 à investir 600 millions d'euros pour convertir sa raffinerie de la Mède et moderniser celle de Donges (Loire-Atlantique). Suez livrera à Total 20.000 tonnes par an d'huiles alimentaires usagées, collectées dans toute la France, qui seront transformées en biocarburant à La Mède. Les huiles seront prétraitées dans une nouvelle unité de filtration, construite par Suez et qui créera une cinquantaine d'emplois locaux, précisent les deux groupes dans un communiqué. Actuellement, la collecte d'huiles alimentaires usagées en France représente 45.000 tonnes par an, pour un gisement estimé à plus de 100.000 tonnes par an.

Qatar : Fusion entre Qatargas & Rasgas

Le Qatar, premier producteur et exportateur mondial de gaz naturel liquéfié (GNL), a annoncé qu'il allait fusionner ses deux géants gaziers, Qatargas et Rasgas, pour en faire « un véritable opérateur mondial d'énergie ». Cette fusion qui doit transformer les deux géants en une seule unité appelée Qatargas. Dans sa forme actuelle Qatargaz est le plus grand producteur de gaz liquéfié dans le monde alors que Rasgas qui ne détient aucun actif, supervise et gère toutes les opérations de LNG dans l'émirat du Golfe. Les deux compagnies ont des co-entreprises avec des géants pétroliers comme ExxonMobil, Total et Shell. Cette initiative qui va donner lieu à "un opérateur énergétique mondial unique en termes de taille, de service et de fiabilité intervient au moment où les autorités de Doha tentent de s'adapter à une nouvelle ère de baisse des prix des hydrocarbures.

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

Les producteurs américains ont le vent en poupe

En annonçant une réduction de son offre, de quelque 1,2 millions de baril par jour, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) risque d'ouvrir une brèche pour les producteurs américains.Plus que les producteurs traditionnels de pétrole américain, dont l'activité est restée plutôt stable ces dernières années, c'est l'exploitation des hydrocarbures de schiste qui est surveillée avec attention car elle est très réactive au marché et, à elle seule, a presque fait doubler la production américaine entre 2010 et 2015.
Avant même la décision de l'Opep, le contexte politique intérieur semblait déjà engageant, car le futur président, le républicain Donald Trump, a multiplié pendant sa campagne électorale les promesses de mesures favorables au secteur, s'engageant à « lever les restrictions sur l'énergie américaine ». Toutefois comme l'avait annoncé fin novembre le PDG de Total, l'attitude des producteurs américains dépendra plus du marché que de M. Trump. C'est donc bien l'Opep et la mise en œuvre réussie ou non de son accord qui semblent détenir la clé, en imposant notamment le respect de l'accord entre tous les pays producteurs.

FOCUS

FRANCE : LES PRIX DU GAZ AUGMENTENT DE 2,6% EN DÉCEMBRE

Les prix réglementés du gaz, qui concernent 7 millions de foyers en France, ont grimpé de 2,6% depuis le 1er décembre. Il s'agit de la deuxième hausse pour cet automne, puisque les tarifs administrés du gaz avaient déjà augmenté de 1,5% en novembre. Depuis plusieurs années, les prix du gaz font l'objet d'une révision mensuelle, via une formule de calcul qui intègre notamment les prix du gaz sur le marché de gros ainsi que la courbe du pétrole. Or le baril, après avoir chuté dans des proportions importantes au début de l'année, est reparti à la hausse depuis quelques semaines.

BP et Shell : des bénéfices nets en augmentation au 3T

Le géant pétrolier britannique BP a annoncé avoir fortement amélioré son bénéfice net à 1,6 milliard de dollars au troisième trimestre (1,5 milliard d'euros) mais a décidé une nouvelle baisse des investissements. Le groupe, qui avait dégagé de maigres profits de 46 millions de dollars au troisième trimestre 2015, doit comme l'ensemble du secteur composer avec des prix du pétrole qui restent faibles. Il va ainsi réduire ses dépenses en capital à 16 milliards de dollars cette année, contre un précédent objectif situé entre 17 et 19 milliards. Même chose pour Shell qui a annoncé une hausse de 18% de ses bénéfices nets pour la période en précisant aussi que ses dépenses d'investissement de 2017 se situeraient au bas de la fourchette prévue. Le résultat net a atteint 2,8 milliards de dollars (2,5 milliards d'euros) à comparer à un consensus de 1,71 milliard.

LE KOWEÏT ET L'ARABIE VEULENT EXPLOITER DES GISEMENTS DE KHAFJI ET WAFRA

Le Koweït et l'Arabie saoudite s'apprêtent à reprendre l'exploitation des gisements pétroliers conjoints de la Zone neutre. Selon des sources de l'industrie pétrolière, l'Arabie saoudite a donné son feu vert pour la reprise de la production dans la Zone neutre que se partagent les deux pays. Khafji produisait 300 000 barils par jour quand il a été fermé en octobre 2014 et Wafra, fermé en 2015. C'est le géant pétrolier saoudien Aramco qui avait arrêté la production en invoquant le besoin de protéger l'environnement mais des sources koweïtiennes avaient fait état de divergences sur l'exploitation en commun des deux gisements. Khafji était conjointement exploité par la Kuwait Gulf Oil Co. (KGOC) et Aramco Gulf Operations tandis que Wafra l'était par la KGOC et la Saudi Arabian Chevron.

UNE NOUVELLE CENTRALE À BOIS CONSTRUITE EN FRANCE

Akuo Energy, le producteur d'énergies renouvelables, a lancé la construction de sa troisième centrale à cogénération (électricité et chaleur) à bois dans le Doubs, un investissement de 87 millions d'euros. Cette centrale d'une puissance de 20 mégawatts, située à Novillars, doit entrer en service début 2019. Elle pourra produire 153 gigawattheures par an d'électricité, soit la consommation annuelle de plus de 105.000 personnes et 215.000 tonnes de vapeur, qui iront alimenter une papeterie voisine. Il s'agit de la troisième centrale biomasse développée par Akuo Energy en France, après deux autres situées dans la Somme.

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

FOIRES & SALONS

ALGERIE

SIEL ALGER 2017 : Salon international des équipements et services pour l'hôtellerie, la restauration et les collectivités ; du 16 au 19 janv. 2017 ; Hôtel Hilton – Alger

SIEE-POLLUTEC ALGÉRIE 2017 : Salon international des équipements, des technologies et des services de l'eau ; du 13 au 16 fév. 2017 ; Palais des Expositions d'Alger

EQUIP AUTO ALGERIA : Salon professionnel international des pièces, équipements, service et maintenance pour les véhicules de loisir et utilitaires ; du 27 fév. au 02 mars 2017 ; Palais des Expositions d'Alger

MICA 2017 : Salon international de l'industrie minière ; du 28 fév. au 02 mars 2017 ; Palais des Expositions d'Alger

ARABIE SAOUDITE

WASTE MANAGEMENT & RECYCLING EXPO : Salon du recyclage et de la gestion de déchets en Arabie Saoudite ; du 22 au 24 janv. 2017 ; Riyadh International Exhibition Centre

FURNIDEX ARABIA : Salon international de la décoration et de l'ameublement ; du 22 au 25 janv. 2017 ; Jeddah

SAUDI WATER & POWER FORUM : Salon et conférence sur l'eau et l'énergie ; du 12 au 14 fév. 2017 ; Al Faisaliah Hotel

PROPAC ARABIA : Salon international de l'emballage et de l'impression, des process de production, de la chimie et des plastiques ; du 27 fév. au 01 mars 2017 ; Jeddah Centre for Forums & Events

BAHREIN

AUTUMN FAIR BAHRAIN : Salon d'automne des biens de consommation ; du 25 janv. au 02 fév. 2017 ; Bahrain International Exhibition & Convention Centre (BIECC)

GULF INDUSTRY FAIR : Gulf International Industry couvre les secteurs industriels clé comme l'aluminium, la production et le travail du métal, l'énergie, la fabrication, l'automatisation, la métrologie et la logistique ; du 07 au 09 fév. 2017 ; Bahrain International Exhibition & Convention Centre (BIECC)

BAHRAIN INTERNATIONAL GARDEN SHOW : Salon international du jardinage du Bahreïn ; du 22 au 26 fév. 2017 ; Bahrain International Exhibition & Convention Centre (BIECC)

EGYPTE

EGYPS - EGYPT PETROLEUM SHOW : Salon international du pétrole et du gaz en Egypte ; du 14 au 16 fév. 2017 ; Cairo International Convention & Exhibition Centre

CAIRO FASHION & TEX : Salon de la mode, des vêtements et accessoires de mode et des textiles ; du 01 au 30 mars 2017 ; Cairo International Convention & Exhibition Centre

CAIRO INTERNATIONAL FAIR : Foire internationale du Caire, industrie et biens de consommation ; du 01 au 30 mars 2017 ; Cairo International Convention & Exhibition Centre

EMIRATS ARABES UNIS

INTERNATIONAL WATER SUMMIT: Sommet international de l'eau ; du 16 au 19 janv. 2017 ; Abu-Dhabi National Exhibition Center – Adnec

WORLD FUTURE ENERGY SUMMIT : Salon international des énergies renouvelables et de l'environnement ; du 16 au 19 janv. 2017 ; Abu-Dhabi National Exhibition Center - Adnec

STEELFAB : Salon professionnel de l'industrie, des technologie et de la fabrication ; du 16 au 19 janv. 2017 ; Expo Centre Sharjah

THE BRIDE SHOW ARABIA ABU DHABI: Salon du mariage ; du 25 au 28 janv. 2017 ; Abu-Dhabi National Exhibition Center – Adnec

ARAB HEALTH : Salon international et conférence sur l'hôpital et les équipements et services médicaux ; du 30 janv. au 02 fév. 2017 ; Dubai World Trade Centre

NEWLOOK : Salon de la beauté et de la mode ; du 06 au 11 fév. 2017 ; Al Ain Exhibition Centre

IRAK

BASRA OIL & GAS : Salon international et conférence sur le pétrole et le gaz ; du 06 au 08 fév. 2017 ; Basrah International Fair Ground

KOWEIT

HORECA KUWAIT : Salon de l'hôtellerie et de la restauration ; du 16 au 18 janv. 2017 ; Jumeirah Messilah Beach Hotel & Spa

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

HORECA KUWAIT

SIEL CASA-BLANCA

MOROCCO HOME

DILFEX 2016

INDEX NORTH AFRICA

KHARTOUM INTERNA-TIONAL FAIR

SALON DU MEU-BLE DE TUNIS

MAROC

SIEL CASABLANCA : Salon international de l'édition et du livre ; du 09 au 19 fév. 2017 ; Office des Foires et Expositions de Casablanca (OFEC)

SOLAIRE EXPO MAROC : Salon international de l'énergie solaire et de l'efficacité énergétique au Maroc ; du 21 au 23 fév. 2017 ; Parc d'Exposition de l'Office des Changes (CICEC) ; Casablanca

MOROCCO HOME : Salon international des textiles d'ameublement et des tissus; du 24 au 27 fév. 2017 ; Office des Foires et Expositions de Casablanca (OFEC)

OMAN

IDF OMAN : Salon international du design d'intérieur, de la décoration et de l'ameublement ; du 13 au 15 fév. 2017 ; Oman International Exhibition Centre

QATAR

DILFEX 2016 : Première édition du salon du cuir et de la fourrure ; du 12 au 14 janvier 2017 ; Doha Exhibition & Convention Center

SOUDAN

KHARTOUM INTERNATIONAL FAIR : Foire industrielle internationale de Khartoum ; du 23 au 30 janv. 2017 ; Khartoum International Fairground

TUNISIE

SALON DU MEUBLE DE TUNIS : Salon du Meuble de Tunis. Meubles modernes et contemporains, rustiques et traditionnels et en fer forgé ; du 03 au 12 fév. 2017 ; Parc des expositions du Kram

34ÈME ÉDITION DE LA FOIRE INTERNATIONALE DE KHARTOUM

La Foire Internationale de Khartoum, une des plus importantes dans la région, tiendra sa 34ème édition du 23 au 30 janvier 2017 au Parc des Expositions de Khartoum,
une occasion de rencontrer de nombreux hommes d'affaires venus des pays arabes, africains et européens.

Pour tout renseignement, visiter le Site : www.ifksudan.com

FURNEX Fair 2017 Egypte - Le Caire 2 au 5 février 2017

Organisé par l'Egyptian Furniture Export Council (EFEC), le Salon du Meuble « FURNEX Fair Egypt 2017 » se tiendra au Caire, au Cairo International Convention and Exhibition Center, du 2 au 5 février 2017.

Pour toute information : visiter le Site : www.efecfurniture.com ou contacter : info@efec.org.eg

L'or certifié compatible avec la finance islamique

Une institution de régulation de la finance islamique a estimé que l'or était un investissement compatible avec ses critères, une décision qui devrait permettre aux investisseurs qui suivent la loi islamique, ou charia, d'investir en or physique, mais aussi à travers des produits financiers comme des ETF (fonds d'investissements adossés à des stocks physiques), s'est félicité le Conseil mondial de l'or (CMO). « Le nouveau standard montre qu'il est permis d'investir dans l'or, à condition que certaines règles de la charia soient respectées » annonce le CMO.

Le marché concerné est considérable pour les producteurs d'or, alors que la demande avait tendance à diminuer dans les pays musulmans. « La finance islamique représente 2 000 milliards de dollars, si 1 % était investi dans l'or, cela représenterait 500 tonnes de métal jaune ».

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

MONDE ARABE

L'Algérie, 4ème puissance économique du continent africain

Malgré la chute des prix de l'or noir qui représente avec le gaz 95% des exportations du pays et 30% de son PIB, la croissance de l'économie algérienne reste vigoureuse et devrait atteindre 3,6% en 2016 en raison des investissements publics qui restent significatifs et des mesures prises pour attirer les investisseurs étrangers. Pour 2017, la croissance pourrait néanmoins ralentir à 2,9%.

Par ailleurs l'institution de Bretton Wood prévoit une inflation à 5,9% en 2016 et 4,8% en 2017. Sur le front du chômage, le FMI table sur une baisse sensible du chômage en Algérie en 2016. Il devrait reculer à 9,9% en 2016 contre 11,2% en 2015, avant de remonter à 10,4% en 2017. Enfin quant au solde extérieur courant du pays, il devrait représenter -15,1% du PIB en 2016 contre -16,5% du PIB en 2015, selon le Fonds avant que ce déficit se réduise à -13,7% du PIB en 2017 et à -6,3% du PIB en 2021.

Le Fonds souligne que l'Algérie figure parmi les pays émergents et en développement qui ont réussi à maintenir une position nette extérieure positive grâce à son très faible endettement extérieur ce qui permet au pays de mener une politique d'ajustement face à la baisse des prix de pétrole. Rappelons ici que la dette extérieure algérienne ne représente que 1,9 % du PIB actuellement et que la Banque Africaine de Développement vient d'octroyer un crédit de 900 millions de dollars à l'Algérie pour soutenir sa politique d'investissements qui accorde une place importante aux infrastrustures et aux énergies renouvelables pour économiser ses réserves en hydrocarbure et surtout, pour respecter son engagement pris lors de la COP21 de réduire l'émission de gaz à effet de serre. L'Algérie a adopté récemment un nouveau code des investissements pour faciliter les investissements étrangers dans le but de diversifier l'économie qui se manifeste d'ailleurs d'une manière très dynamique et concrète, dans l'agriculture et l'agro-industrie, l'industrie manufacturière, et les services associés.

La France et l'Algérie entretiennent des relations économiques très dynamiques. En 2015, avec une part de marché de 10,5% et des exportations d'un montant de 5,4 Mds EUR, la France était le second fournisseur de l'Algérie après la Chine (16,0% de part de marché). Les principaux postes d'exportations françaises demeurent les céréales (13,7% du total), les préparations pharmaceutiques (11,9%) et les véhicules automobiles (7,8%). En retour, les importations françaises en provenance d'Algérie (3,9 Mds EUR en 2015) se composent à 92% d'hydrocarbures. La France est également le premier investisseur hors hydrocarbures en Algérie avec un stock d'IDE estimé à 2,04 Mds EUR à la fin 2014 (selon la Banque de France). L'Algérie était en 2015, le 13ème client de la France, son 1er client dans le monde arabe et son 2ème client hors OCDE après la Chine.

FOCUS

LE PIB ALGÉRIEN DEVRAIT ATTEINDRE 17.677 MILLIARDS DA À FIN 2016

Selon le Premier ministre algérien, Abdelmalek Sellal le Produit intérieur brut (PIB) algérien devrait suivre sa croissance pour passer à 17.677 milliards DA à fin 2016 au lieu de 16.700 milliards DA en 2015 alors que les réserves de change ne baisseront pas sous la barre des 100 milliards de dollars en 2019. « Certains croient que l'économie algérienne connaîtra des difficultés durant les prochaines années, mais nous avons étudié la situation jusqu'à 2019, les réserves de change algériennes ne baisseront pas sous le seuil des 100 milliards de dollars », a-t-il assuré. Par ailleurs M. Sellal a indiqué que le taux d'inflation était « stable », se situant entre 4 et 5%, mais que le plus important est que le taux de croissance demeure positif, précisant que celui-ci atteindra 3,5% à la fin de l'année en cours et devrait évoluer autour de 3,9% en 2017. Pour M. Sellal, réussir « la mue économique de l'Algérie est vital, car même si les cours des matières premières augmentent, ils ne couvriront pas les besoins futurs de développement du pays».

Maroc: 4,4% de croissance en 2017

L'économie marocaine qui souffre d'un ralentissement en raison d'une mauvaise campagne céréalière et de la relative faiblesse de l'activité non-agricole devrait connaître une vive accélération en 2017 et progresser de 4,4% sur la base des réformes mises en œuvre, selon le Fonds monétaire international. L'économie marocaine repose en grande partie sur l'agriculture, très affectée cette année par la forte sécheresse que connaît le pays. Le Maroc a toutefois bénéficié de la poursuite d'une gestion macro-économique prudente et des réformes structurelles en cours, estiment les experts du FMI. Parmi les priorités des réformes mises en place par les autorités marocaines figurent notamment l'amélioration de la qualité du système éducatif, du fonctionnement du marché du travail et du taux d'activité des femmes. Par ailleurs le FMI a salué la récente réforme des retraites du secteur public, ainsi que l'amélioration des finances publiques prévue dans le projet de loi des finances 2017.

Égypte : trois ans pour relancer son économie

Avec l'aide étrangère, l'Egypte se donne trois ans pour relancer son économie, a assuré la ministre de la Coopération internationale Sahar Nasr qui a détaillé à la presse la stratégie de l'Etat égyptien et les mesures qu'il entend mettre en place pour attirer les investisseurs étrangers, redémarrer la production industrielle et booster la création d'emplois dans le pays. Les réformes que l'Egypte entend mettre en place reposent sur trois piliers : Le premier étant « la participation accrue du secteur privé » dans la création de la richesse nationale, les autorites entendent améliorer l'environnement des affaires, encourager l'industrialisation et promouvoir les exportations. Le deuxième « pilier » est l'amélioration de l'équilibre budgétaire, autrement dit la limitation des subventions – qui représentent 7,9 % des dépenses de l'État. Enfin le dernier volet est la réforme monétaire, dans ce cadre l'Égypte a décidé le 3 novembre dernier, de faire flotter sa monnaie, ce qui a eu pour effet de faire monter le taux fixe de la livre de 8,8 livres pour un dollar à 18 livres. Le 11 novembre, le FMI a accordé à l'Égypte un prêt de 12 milliards de dollars sur trois ans, la Banque mondiale de son côté lui a accordé une aide d'un milliard, la Banque africaine de développement 1,5 milliards de dollars et enfin l'Union européenne 800 millions de dollars.

FOCUS

ÉGYPTE : HAUSSE DES DROITS DE DOUANE

Le ministère égyptien des Finances a annoncé l'augmentation des droits de douane pour 320 produits d'importation afin d'attirer davantage d'investisseurs et de soutenir l'industrie locale. Cette mesure a été prise « en plus d'une réduction des importations qui ont éprouvé l'économie égyptienne ces dernières années et qui ont augmenté le déficit commercial de plus de 49 milliards de dollars », précise le ministère dans un communiqué. L'Égypte respectera les accords de libre-échange qu'elle a signés avec les autres pays, assure toutefois le ministère. L'augmentation des droits de douane, déjà en vigueur, devrait rapporter quelque six milliards de livres égyptiennes (335 millions de dollars) supplémentaires par an, selon le ministère.

Liban : les capitaux privés en augmentation de 2,9 % en 2016

Selon l'Institut de la finance internationale (IFI), les entrées nettes de capitaux privés à destination du pays du cèdre devraient augmenter de 2,9 % en 2016 à 5,4 milliards de dollars. Selon une étude publiée par l'institut et citée par le Lebanon this Week de la Byblos Bank, le Liban connaîtrait la deuxième plus faible augmentation en entrées de capitaux des six pays de la zone Mena, parmi les 25 marchés émergents retenus par l'étude. Le pays du Cèdre capte 5,4 % de l'ensemble des flux nets de capitaux privés de la zone Mena, un chiffre qui constitue cependant 10,4 % du PIB national, soit le plus haut ratio parmi les marchés émergents. L'institut attribue l'augmentation attendue des entrées nettes de capitaux privés à une augmentation de 61 % des flux de capitaux en provenance de banques commerciales non résidentes, ou d'autres prêteurs étrangers. Une augmentation qui sera contrebalancée en partie par une baisse de 23,4 % des investissements en action. L'IFI a également estimé les entrées nettes de capitaux privés à destination du Liban à 5,2 milliards de dollars en 2015, en baisse de 16,7 % par rapport à 2014. Ce qui classait le Liban au 3e rang des 18 marchés émergents étudiés l'année dernière.

Arabie saoudite : les réserves financières sont « confortables »

L'Arabie saoudite continue d'avoir un niveau de réserves financières "très confortable" en dépit du recours à ces avoirs pour compenser la chute des revenus pétroliers, a assuré le gouverneur de la Banque centrale. « Nous n'avons pas de problème à ce sujet », a déclaré Ahmed AlKholifey, qui dirige la Saudi Arabian Monetary Agency, lors d'une conférence de presse. Selon des chiffres officiels, les réserves du royaume sont passées de 732 milliards de dollars fin 2014 à 562 milliards de dollars en août dernier. Premier exportateur mondial de pétrole, l'Arabie saoudite prévoit un déficit budgétaire de 87 milliards de dollars pour 2016 (80,8 milliards d'euros). Le royaume qui a engagé des réformes importantes pour diversifier son économie afin de trouver de nouvelles recettes budgétaires a emprunté en octobre 17,5 milliards de dollars sur le marché international pour combler son déficit.

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

Classe export « la Convention des Exportateurs » à la Cité Internationale de Lyon

M.Vincent Reina,Président de la CCFA, invité principal d'une conférence sur les Emirats

A l'aune des stratégies annoncées pour diversifier l'économie dans les pays arabes, les opportunités pour les entreprises françaises de nouer des partenariats fructueux sont nombreuses, et la dernière édition du salon « Classe Export » n'a pas manqué de le rappeler consacrant à ce sujet plusieurs séminaires. La Chambre de commerce Franco-Arabe a participé à ce grand événement qui s'est déroulé à la cité Internationale de Lyon les 1 et 2 décembre 2016 et son président, M. Vincent Reina était l'invité principal d'une conférence en plateau télévision, animée par Marc Hoffmeister, pour faire le point sur les opportunités d'affaires aux Emirats Arabes Unis, avec un focus spécial sur l'exposition universelle Dubai 2020.

M. Vincent Reina a exposé les grandes tendances d'affaires dans ce pays, mettant en avant le secteur des infrastructures, des biens d'équipement et du médical avant de parler de l'exposition universelle de 2020 qui aura lieu à Dubaï et les opportunités qu'elle offre aux entreprises françaises dans de nombreux domaines. Par ailleur, le Président de la CCFA a profité de sa participation à ce salon pour présenter la Chambre de commerce Franco-Arabe, sa mission, et les différentes activités qu'elle organise pour développer les partenariats entre la France et les pays arabes.

M. Eric Helard, Directeur des relations extérieures à la CCFA et qui accompagnait le président à ce salon, a animé de son côté un atelier sur le thème : « les Pays du golfe, relais de croissance pour les PME ». Il a notamment évoqué les stratégies de développement menées dans les pays de la région pour diversifier leurs économies et les opportunités à saisir dans de nombreux domaines.

Au final, de nombreuses rencontres, échanges et travaux ont permis à la CCFA d'être à l'honneur au cours d'une édition 2016 réussie!

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

Pour recevoir la Newsletter de la CCFA, veuillez remplir ce document et l'envoyer à l'adresse suivante :

Chambre de Commerce Franco-Arabe
250 bis boulevard Saint Germain 75007 Paris
ou contactez-nous : tél: 01 45 53 20 12 - mail: info@ccfranco-arabe.org

Mme ☐ Melle ☐ M.

Société :

Prénom :

Nom :

Fonction :

Email :

Adresse :

Code postale :

Ville :

Pays :